



# **LE COMMERCE DU POISSON:** **UN INSTRUMENT POUR LE** **DÉVELOPPEMENT** **ET L'AMÉLIORATION DES** **MOYENS D'EXISTENCE** **EN AFRIQUE** **OCCIDENTALE ET CENTRALE**

**POLITIQUES ASSURANT LA JONCTION ENTRE LE COMMERCE ET LA GESTION DES PÊCHES**



# **LE COMMERCE DU POISSON: UN INSTRUMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'AMÉLIORATION DES MOYENS D'EXISTENCE EN AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE**

**Cette note de synthèse a pour but de:**

**Faire la lumière sur les grands traits  
du commerce du poisson et d'identifier  
les interactions avec le développement**

**Décrire la contribution du commerce du poisson  
au secteur de l'économie, aux moyens  
d'existence et à la sécurité alimentaire**

**Identifier les principaux problèmes  
affectant le commerce du poisson  
et leurs éventuelles incidences**

**Proposer des recommandations pour rehausser  
l'importance de la contribution du commerce  
du poisson au développement  
dans les années à venir**

## LE COMMERCE DU POISSON ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sur le plan du commerce international, le poisson est considérée la denrée alimentaire la plus rentable avec un chiffre record de 71,5 milliards de dollars EU pour les produits exportés en 2004, soit une augmentation de 51 pour cent depuis 1994. Pour de nombreux pays en développement, le secteur des pêches représente une source majeure de revenus en devises étrangères dérivant des transactions effectuées avec les pays développés et de l'acquittement de droits de pêche par les bateaux de pêche étrangers. Les exportations de poisson favorisent les rentrées d'argent et ouvrent de nouvelles perspectives d'emploi pour les populations locales dans les pêcheries intérieures des régions côtières et continentales.

### FACTEURS SUSCEPTIBLES D'INFLUENCER LA CONTRIBUTION DU COMMERCE DU POISSON AU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE

Le commerce du poisson, dans ses rapports avec les sociétés et économies, est affecté par des facteurs, négatifs ou positifs, qui conditionnent sa contribution au développement. Ce tableau fait la lumière sur certains des facteurs et questions d'importance majeure.

#### CONTEXTE HISTORIQUE

- Aires de production, locales, nationales et internationales, marchés et routes commerciales bien établis
- Demande croissante en poisson sur presque tous les marchés
- Commerce traditionnel entre l'Afrique et l'Europe
- L'Afrique est désormais un des principaux fournisseurs; l'Europe est un marché d'importance primordiale mais les tendances évoluent

#### ACTEURS

- Large gamme de partenaires avec des relations et un pouvoir de marché en évolution; généralement fortement compétitifs
- Le commerce du poisson requiert des connaissances spécifiques en la matière et une aptitude à s'adapter aux changements et à gérer le risque

#### FACTEURS D'APPROVISIONNEMENT

- Accessibilité aux matières premières, qualité après capture et manutention soignée des produits périssables
- Infrastructures de base: routes, transport aérien et maritime
- Sources d'information correctes et en temps voulu sur l'approvisionnement, la demande et les prix

#### MÉCANISMES COMMERCIAUX

- Achat et vente de produits (produits des pêches) et de services (services des pêches) et plus-value
- Contribution directe et indirecte aux revenus, à l'emploi, à l'approvisionnement en et à la distribution de denrées alimentaires
- Exige des mécanismes financiers et régulateurs fiables

#### RESSOURCES/BÉNÉFICES

- Incite le développement d'activités commerciales et d'investissements divers à tous les niveaux opérationnels
- Réinvestissement des revenus et bénéfices dans le secteur même et dans les divers secteurs de l'économie
- Bénéfices d'une éventuelle redistribution par le biais de l'imposition et de l'investissement du gouvernement
- Les aspects négatifs comprennent la recherche de revenus par des particuliers/groupes; les informations asymétriques et l'accès au capital

#### RISQUES

- Les sources de production et les marchés sont sujets, à tous les niveaux, à des changements et impacts imprévisibles (par ex. temps, productivité des stocks de poisson, évolution des marchés)
- Les risques peuvent être minimisés lorsque les conditions régissant le commerce offrent toute une variété de choix (par ex. divers fournisseurs, stocks, marchés, moyens de transport)

#### IMPACTS

- Contribution au produit intérieur brut (PIB) et à de plus vastes options commerciales
- «gagnants» et «perdants» locaux départagés par la compétition, les capacités et la redistribution économique
- Impact précis de la libéralisation du commerce sur les pays en développement non déterminé
- La globalisation en détournant des denrées alimentaires locales de première nécessité vers des marchés plus rentables peut être étroitement liée à «l'insécurité alimentaire»

#### RÈGLEMENTATION

- Lois nationales et internationales; déclaration de conformité
- Rôle prépondérant de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)
- Dégradation des préférences commerciales dans les pays en développement
- Les critères de qualité et de certification sont de plus en plus importants

#### VARIATIONS

- Les modèles commerciaux évoluent rapidement: nouveaux produits, marchés, participants et règlements, tous avec des impacts différents selon les pays
- Impact non connu de l'expansion du commerce sur la durabilité des ressources halieutiques en présence d'une gestion inefficace.
- En termes plus vastes, changement au niveau de la gouvernance, des ressources de base, des compétences, des ressources humaines et de l'influence des politiques

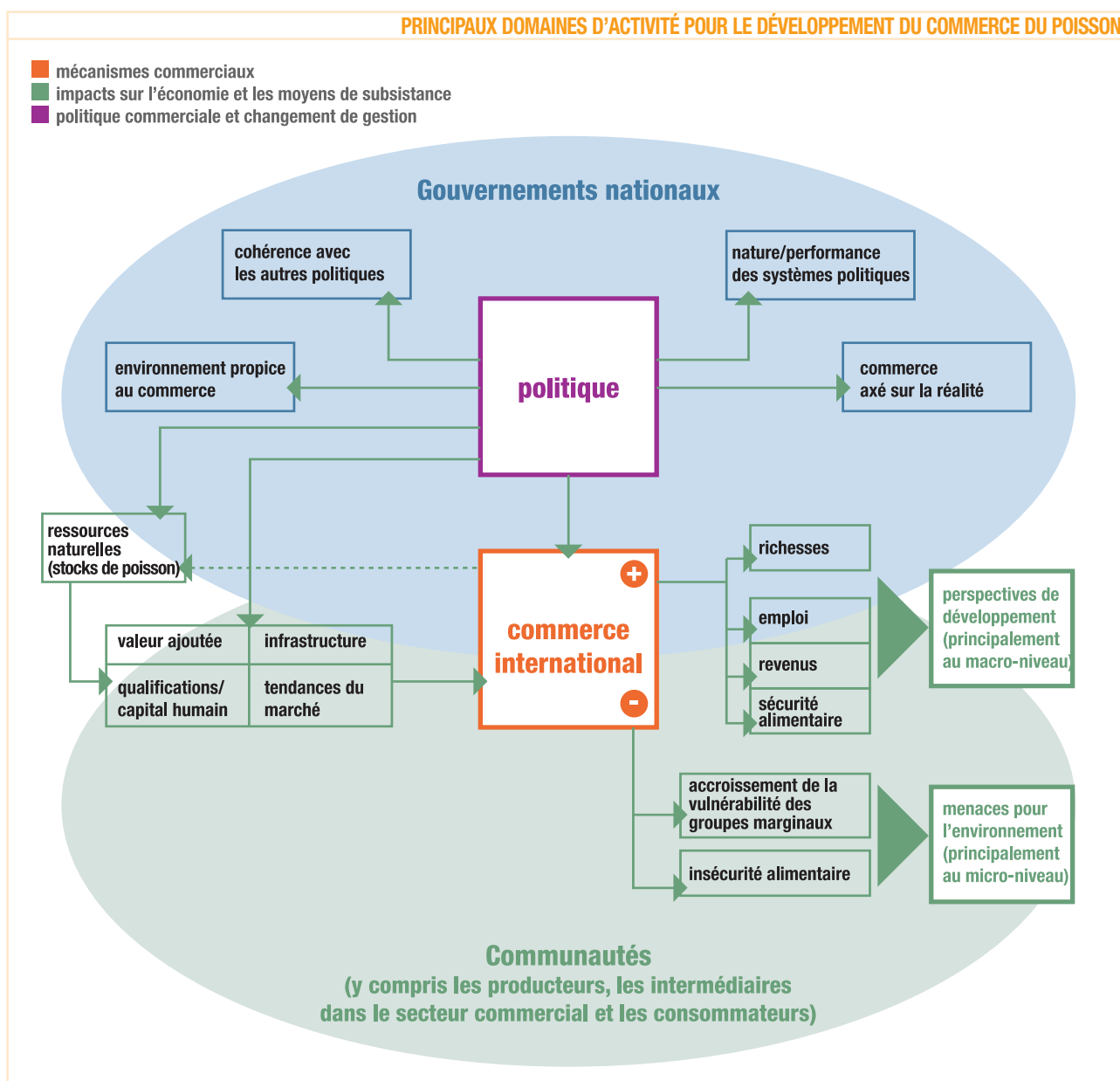
#### POLITIQUE

- Essentielle pour l'organisation du commerce du poisson en vue du développement dans le but d'encourager la génération de richesses et d'élargir les perspectives (par ex. en permettant l'accès au commerce et aux marchés)
- Possibilités de réaliser des investissements pour le développement positif, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du secteur avec les richesses générées
- Limiter les effets négatifs, gérer les risques et assurer des perspectives d'avenir et un partage équitable des bénéfices

<sup>1</sup> FAO. (2006). The State of World Fisheries and Aquaculture (SOFIA) 2006.

Toutefois, dans nombreux pays, les politiques commerciales du poisson peinent à suivre le rythme de ce secteur en pleine expansion et en pleine évolution. Des cadres de décision inadéquats mettent en danger les avantages qui résulteraient d'un accroissement du commerce au bénéfice du développement national et des communautés locales. Une mauvaise gouvernance, face à un commerce du poisson en expansion, pourrait se traduire par une aggravation de la surexploitation des stocks vulnérables et la diminution des possibilités d'accès aux marchés locaux à travers les liens commerciaux traditionnels et les chaînes de marché.

Dans ce contexte général, on dénote trois domaines d'importance majeure dans lesquels il est nécessaire d'identifier les problèmes et d'accorder un ordre de priorité aux interventions pour maximiser la contribution du commerce du poisson au développement et minimiser les éventuels impacts négatifs sur la distribution et la durabilité. Ces trois domaines sont: les mécanismes commerciaux, les impacts sur l'économie et les moyens de subsistance, la politique commerciale et le changement de gestion.



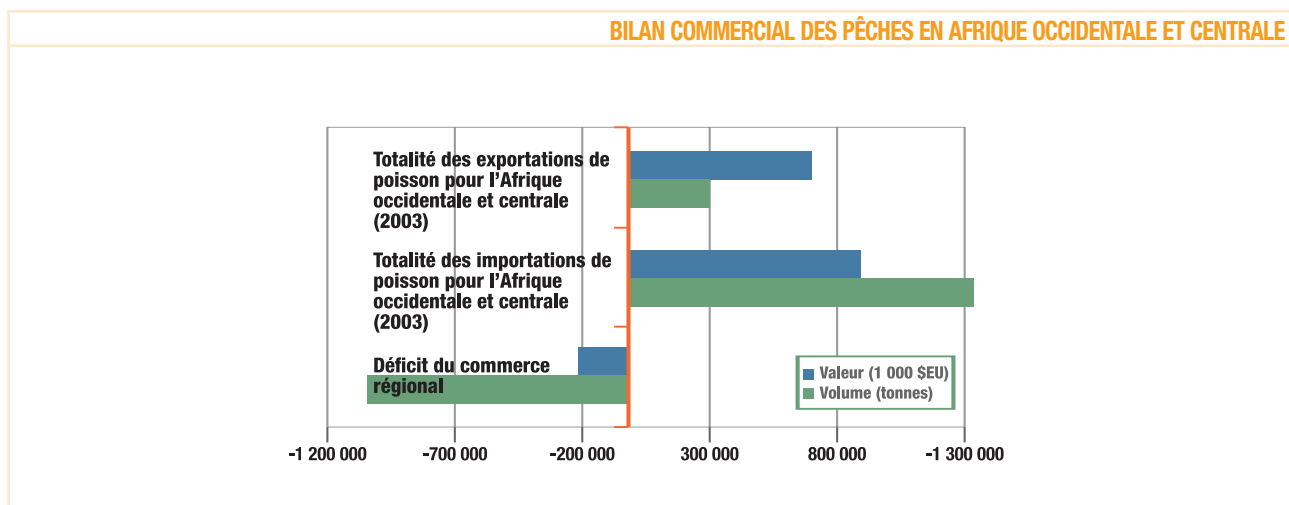
## COMMERCE DU POISSON EN AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE

Le commerce mondial de poisson s'accroît chaque année – en 2004 presque la moitié des exportations mondiales de poisson provenaient des pays en développement. La valeur des produits exportés par les pays africains a doublé au cours de la dernière décennie et a atteint 3,2 milliards de dollars EU en 2004. Le commerce du poisson joue un rôle important dans l'économie de bon nombre des 25 pays d'Afrique occidentale et centrale participant au Programme pour les moyens d'existence durables dans la pêche (PMEDP).

La contribution du commerce du poisson aux économies nationales est souvent décrite dans les statistiques nationales en termes de volume total et valeur totale, en général basés sur la valeur nominale de la première vente reposant sur les données de capture et les déclarations en douane. Les données sur la composition des espèces ne sont, la plupart du temps, que des données indirectes, par exemple les espèces du premier stock important connu pour avoir été commercialisé.

La contribution du commerce aux moyens de subsistance des groupes spécifiques de la société est bien moins connue car peu d'informations précises sont disponibles à ce sujet. Malgré tout il est évident que, par le biais de l'emploi et des marges bénéficiaires, le commerce peut influencer positivement les moyens de subsistance des populations tant dans les zones côtières que dans les zones continentales. Toutefois on observe des pertes en volume comme en valeur pour l'ensemble de la région; par exemple, le volume des importations excède de beaucoup celui des exportations mais, en raison de la valeur unitaire supérieure des exportations, la valeur des pertes est moindre.

PAYS PMEDP	
Angola	Mali
Bénin	Mauritanie
Burkina Faso	Niger
Cameroun	Nigéria
Cap-Vert	République centrafricaine
Côte d'Ivoire	République démocratique du Congo
Gabon	République du Congo
Gambie	Sao Tomé-et-Principe
Ghana	Sénégal
Guinée	Sierra Leone
Guinée-Bissau	Tchad
Guinée équatoriale	Togo
Libéria	



Source: FAO Fishstat, disponible à <http://www.fao.org/fi/website/FIRRetrieveAction.do?dom=topic&fid=16003>

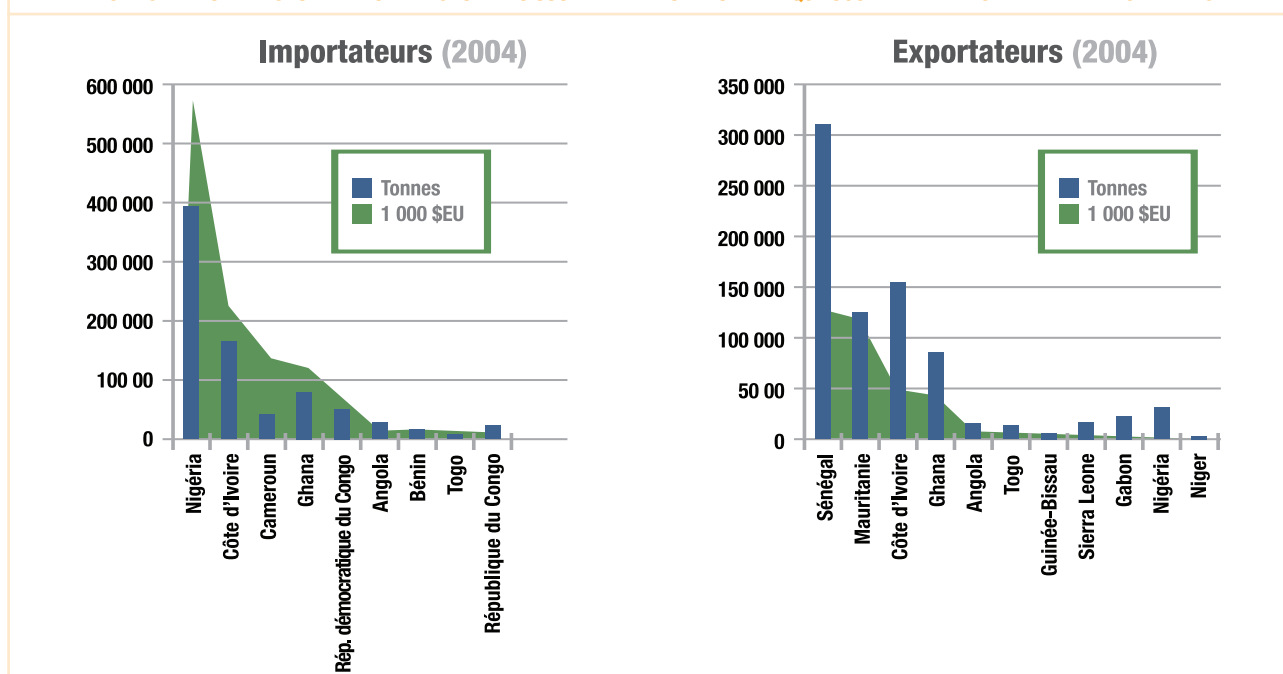
### Produits

En Afrique occidentale et centrale, les exportations de poisson sont dominées par la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, le Maroc et le Sénégal qui se classent également parmi les 10 premiers pays africains exportateurs de poisson. Le principal partenaire commercial est l'Union européenne, à laquelle l'Afrique occidentale et centrale contribue pour 12 pour cent de ses importations de poisson. Comme on pourrait s'y l'attendre les espèces de haute valeur commerciale (crevettes, thon, calmars) sont exportées alors que les poissons meilleur marché (pélagiques tels que les sardines, le maquereau) sont importées.

Les données générales sur le commerce masquent les complexités au niveau des routes commerciales et des produits: le Sénégal et la Mauritanie ont un surplus de produits exportés, alors que la Côte d'Ivoire, le Ghana et, le plus important marché régional; le Nigéria, importent plus qu'ils n'exportent. De surcroît, il existe un commerce traditionnel parallèle et des transbordements de poisson pour lesquels le volume et les valeurs estimés – et leurs répercussions sur les moyens d'existence – sont beaucoup moins bien connus.

Toutefois, les volumes commerciaux, indépendamment du parcours et des quantités, créent des revenus indirects non négligeables et des perspectives d'emploi, y compris les moyens de transport et d'autres services encore.

**PRINCIPAUX IMPORTATEURS ET EXPORTATEURS DE POISSON PARMIS LES PAYS D'AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE PARTICIPANT AU PMEDP**



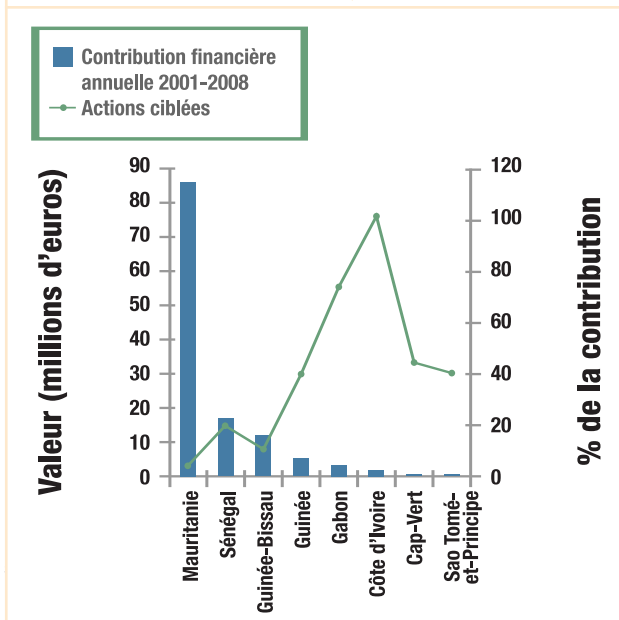
Source: FAO Fishstat, disponible à <http://www.fao.org/fi/website/FIRetrieveAction.do?dom=topic&fid=16003>

**Débouchés commerciaux dans le domaine des pêches**

L'Union européenne représente le principal partenaire commercial pour les débouchés nécessaire des pêches ou «commerce des services» de l'Afrique occidentale. Les informations concernant les accords portant sur l'octroi de licences de pêches aux navires étrangers d'autres partenaires, notamment la Chine et la Corée, sont plutôt rares bien que leurs activités soient florissantes.

La valeur totale des autorisations de pêche dans les eaux d'un pays tiers de l'UE dans 8 pays d'Afrique occidentale et centrale est évaluée à 120 millions d'euros par an – dont les 72 pour cent vont à la Mauritanie (86 millions d'euros). Une partie de cette somme est destinée à la promotion des «actions ciblées» par secteur, par exemple conservation des ressources et développement durable et renforcement de la capacité de gestion nationale. Certains de ces accords ont récemment été renégociés. La totalité (100 pour cent) de la contribution financière pour la Côte d'Ivoire est destinée aux actions ciblées (expire en juin 2007); pour la Guinée la quote-part est de 41-44 pour cent (expire en décembre 2008).

**LA VALEUR DES AUTORISATIONS DE PÊCHE DANS LES EAUX D'UN PAYS TIERS DE L'UE DANS HUIT PAYS D'AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE**



## Contexte des politiques et importance du commerce du poisson

Les économies nationales en Afrique occidentale et centrale sont caractérisées par des niveaux de pauvreté élevés, la dépendance des exportations de produits de base, la faible diversification de l'économie, un secteur agricole important, de faibles niveaux d'investissement pour les importations, des monnaies très peu cotées et un haut niveau d'endettement et d'emprunt. Dans beaucoup d'État, la capacité institutionnelle pour encourager la croissance en faveur des pauvres et le développement durable est limitée.

Le commerce du poisson représente environ 27,8 pour cent de la totalité des exportations de produits agricoles en Afrique occidentale et centrale. Toutefois, pour le consommateur régional, le poisson constitue une source de protéines relativement peu coûteuse (surtout les poissons pélagiques) et procure environ 30 pour cent de la ration protéique moyenne journalière. Il y a évidemment de nombreux et importants défis à relever pour équilibrer l'accès aux ressources et aux débouchés économiques, maintenir et accroître la valeur locale et régionale et renforcer les capacités nécessaires pour ce faire.

Population de l'Afrique occidentale et centrale (2005) *1	357 millions
Produit intérieur brut choisi (PIB) par tête en \$EU (2006) *2	République démocratique du Congo – 119; Sierra Leone – 202
Index de développement humain (IDH) dans les pays choisis (2006) *3	Cap-Vert – 106; Niger – 177
Population vivant avec moins de 1 \$EU par jour (en moyenne) dans les pays d'Afrique occidentale et centrale (1994-2004) *4	(1996-2005*) 54%
Pourcentage d'enfants d'âge inférieur à 5 ans dont le poids est modérément ou sévèrement inférieur à la normale dans les pays d'Afrique occidentale et centrale (1996-2005*) *5	28%

Sources:

1, 4 and 5 [http://www.unicef.org/sowc07/docs/sowc07\\_fastfacts\\_wcaro.pdf](http://www.unicef.org/sowc07/docs/sowc07_fastfacts_wcaro.pdf)

2 <http://hdr.undp.org/hdr2006/statistics/indicators/132.html>

3 <http://hdr.undp.org/hdr2006/statistics>



# AMÉLIORATION DE L'IMPACT DU DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE DU POISSON EN AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE

Sur la base d'enquêtes et d'analyses générales effectuées par les unités de coordination nationales du PMEDP, de consultations entre les parties prenantes et de la littérature internationale disponible à ce jour, cinq thèmes de grande importance pour les politiques en Afrique occidentale et centrale apparaissent comme des critères fondamentaux pour l'éventuelle contribution du commerce du poisson au développement durable. Ils s'harmonisent avec les trois principaux domaines de développement, à savoir: satisfaire la demande de poisson comestible au niveau régional, contribuer à améliorer la situation de l'emploi et des moyens de subsistance et renforcer les économies nationales. Ces domaines se combinent dans le but de faire contribuer le commerce du poisson à la croissance économique en faveur des pauvres.

## MÉCANISMES COMMERCIAUX

### Les réalités du commerce à la base de l'élaboration des politiques

Les «réalités du commerce» se rapportent à «ce qui actuellement survient sur le terrain», par exemple au micro-niveau, y compris les facteurs exerçant leur influence sur les impacts du commerce en dehors du développement ou de l'imposition de règlements commerciaux. La réalité du commerce du poisson en Afrique occidentale et centrale est fort mal connue et devra être approfondie pour bien assimiler comment la politique commerciale du poisson pourrait renforcer la contribution du secteur des pêches au développement. La politique commerciale repose souvent sur des impressions personnelles et sur des exposés concernant les politiques qui peuvent ne pas être tout à fait exacts ou actuels en raison d'informations médiocres ou de fausses déclarations par les intéressés.

Les fluctuations commerciales et l'analyse des impacts se limitent normalement au macro-niveau. Les impacts au micro-niveau, par exemple sur les moyens de subsistance des pauvres, sont un nouveau domaine d'investigation. Le rôle des marchands de poisson et des intermédiaires, par exemple, devrait être étudié plus en détail. Par le biais d'incitations appropriées et d'une approche «gagnante» en faveur du développement, leurs connaissances, compétences et relations sociales pourraient contribuer à faire entrer un plus grand nombre d'individus dans la catégorie des bénéficiaires du commerce.

### LA RÉALITÉ DE LA PÊCHE COMMERCIALE INFORMELLE AU NIVEAU RÉGIONAL – LE BASSIN DU LAC TCHAD



Avec la gracieuse permission de C. Béné

En Afrique occidentale et centrale, peu d'attention est accordée au commerce informel des produits de la pêche au niveau régional par les responsables de l'élaboration des politiques et par les statistiques officielles. Dans le bassin du lac Tchad, le commerce régional informel de poisson séché a été récemment estimé à 100 000 tonnes évaluées à 50 millions de \$EU. La question fondamentale est de savoir si ce commerce informel, ignoré par les comptes-rendus ou plans de ce gouvernement formel contribue positivement au développement régional. La réponse, basée sur l'évidence empirique est mixte. Il est pratiquement certain que des marchands puissants, en quête de revenus, contrôlent la majeure partie des richesses générées. Toutefois, à travers la participation des populations locales dans des chaînes de marché bien en place, on dénote des bénéfices dans des domaines comme l'emploi, les revenus et les approvisionnements en denrées alimentaires. L'utilisation des richesses générées sous forme d'investissement de capitaux n'a pas encore été approfondie mais contribue probablement à l'économie régionale, par le biais des investissements dans le domaine de l'agriculture commerciale comprenant la production de denrées alimentaires et l'élevage de bétail.

Source: Nelland, A.E. et Béné, C. 2004. Incorporer les informations sur le marché et le commerce du poisson dans la mise au point de politiques pour des moyens d'existence durables et la réduction de la pauvreté. Méthodes et leçons tirées du bassin du lac Tchad. Rapport à l'intention du Programme pour les moyens d'existence durables dans la pêche (PMEDP) de DFID/FAO.



## Création d'un environnement propice

Les exportations internationales de poisson par les pays africains se trouvent face à un futur ambitieux et la performance des mécanismes commerciaux sera fonction de la qualité et de l'état de l'environnement. A ce jour, les exportations de l'Afrique occidentale et centrale ont bénéficié d'un accès préférentiel aux marchés internationaux par le biais d'accords tels que les accords commerciaux entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et l'Union européenne (EU-ACP). Aux fins de la libéralisation du commerce, de tels accords seront renégociés pour se conformer aux dispositions de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Cela fera probablement naître une plus grande réciprocité, par exemple les pays ACP devront aussi faire des concessions à l'UE. L'avantage compétitif dont ils jouissent actuellement s'amenuisera au fur et à mesure que des fournisseurs d'autres pays du tiers-monde – plus particulièrement intéressés à l'Union européenne - seront sujets aux mêmes tarifs.

Les principaux exportateurs tels que la Mauritanie et le Sénégal ont surmonté un certain nombre d'obstacles comme, par exemple, l'approvisionnement intérieur en investissant dans les infrastructures et les flottilles de pêches. D'autres pays, par contre, n'ont pas encore pris conscience du potentiel commercial du poisson (Guinée, Libéria, Sierra Leone).

## COMPÉTITIVITÉ DU COMMERCE DU THON

L'industrie du thon en conserve est importante pour le Ghana. Les compagnies mixtes et nationales exportent principalement en Europe. Le commerce contribue de manière non négligeable au Produit intérieur brut (PIB) et procure aux travailleurs locaux les emplois dont ils ont grand besoin. Les conditions commerciales favorables (Accord de Cotonou) qui ont exempté ce commerce de thon de droits pour les pays ACP sont menacées par les nouvelles négociations engagées par l'OMC. Les règlements de l'OMC prévoient l'ouverture des marchés européens aux fournisseurs de thon en boîte asiatiques plus compétitifs. Le résultat immédiat de ces nouveaux règlements se traduira vraisemblablement par le ralentissement du commerce et la réduction des emplois dans le secteur de l'industrie. Les responsables de l'élaboration des politiques au Ghana devront opter pour d'autres solutions à l'avenir, une desquelles consistera probablement à diversifier les marchés pour éviter de réduire la contribution de la pêche commerciale au développement national.

Source: Bennett, E. (2002). L'impact de l'ouverture du marché de l'Union européenne aux importations de conserve thon sur les Seychelles, le Ghana et le Sénégal. Rapport d'IDDRA Ltd au Centre technique pour l'agriculture et la coopération rurale (CTA). Wageningen: CTA.



## IMPACTS SUR L'ÉCONOMIE ET LES MOYENS D'EXISTENCE

### Bénéficiaire des possibilités offertes par le commerce et réduire les impacts négatifs et les menaces

La politique commerciale du poisson en Afrique occidentale et centrale doit s'adapter à la nature dynamique des perspectives et modèles du marché mondial. Le déclin des approvisionnements intérieurs, l'augmentation des revenus et l'évolution des habitudes de consommation accentuent les écarts dans les approvisionnements en poisson des pays 'septentrionaux'. La situation offre aux pays 'méridionaux' la possibilité de bien s'intégrer dans le commerce international du poisson. Des études réalisées sur ce thème prévoient une augmentation de la demande dans les pays en développement provoquée par l'augmentation du pouvoir d'achat et l'urbanisation. Malgré l'assertion de la théorie sur le commerce international selon laquelle un quelconque type de commerce vaut mieux que pas de commerce du tout, les préoccupations au sujet de l'accroissement du commerce persistent, surtout dans les cas où les approvisionnements intérieurs en denrées alimentaires sont menacés. La question-clé est: le commerce du poisson avec les pays asiatiques, qui en est à ses débuts, est-il une menace pour les populations d'Afrique occidentale et centrale ou une perspective de bénéfices dérivant du libre échange et de la globalisation des marchés du poisson?

#### CONCURRENCE AVEC LES MARCHÉS ÉTRANGERS POUR LE POISSON DE CONSOMMATION LOCALE – AFRIQUE OCCIDENTALE



Avec la gracieuse permission de K. Holvoet

L'impact de la concurrence étrangère sur le commerce régional et local du poisson en Afrique occidentale s'intensifie. Les petits pélagiques (sardinelles) – une espèce importante pour la consommation humaine dans la région – sont commercialisés de trois manières: commerce local, national et régional fondé sur les petites pêches, commerce régional par les pêcheries industrielles et commerce international basé sur les flottes de pêche hauturière dans le cadre d'accords de pêche. Le commerce avec l'Asie – particulièrement la Chine – se développe, ce qui pourrait affecter et réduire les approvisionnements en poisson bon marché sur les marchés locaux. Des préoccupations ont été exprimées quant aux effets négatifs que cela pourrait avoir sur la sécurité alimentaire des couches pauvres de la société.

Source: Fallier, P. et Samb, B. (2006). Conséquences économiques et nutritionnelles présentes et futures de l'exploitation des petits pélagiques (sardinelles) en Afrique occidentale et centrale. Rapport de situation du Programme pour les moyens d'existence durables dans la pêche (PMEDP) de DFID/FAO. Rome, FAO, [www.sflp.org](http://www.sflp.org)

#### RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DES PETITS PRODUCTEURS DE CREVETTES DE TIRER PROFIT DU COMMERCE INTERNATIONAL - BÉNIN

En 2005, l'Union européenne a redonné au Bénin l'autorisation d'exporter la crevette sous réserve de l'exécution d'ultérieures mesures. La pêche à la crevette est extrêmement importante pour le Bénin en termes d'emploi et de création de revenus car elle constitue son second produit d'exportation. Le Programme pour les moyens d'existence durables dans la pêche (PMEDP) a appuyé diverses initiatives pilotes pour surmonter certains des obstacles majeurs au commerce international dans les domaines de la production, de la traçabilité de la qualité et de la commercialisation de la crevette. Les activités du Projet comprennent:

- La mise en place de systèmes nationaux de contrôle de la qualité au niveau communautaire, y compris le renforcement des capacités des organisations professionnelles et des acteurs de ces systèmes;
- L'application des textes et lois aux questions relatives au commerce; et
- La mise à l'essai d'un fond renouvelable pour encourager les investissements dans le secteur.

Source: Holvoet, K. Programme pour les moyens d'existence durables dans la pêche (2007). [www.sflp.org](http://www.sflp.org)

## POLITIQUES COMMERCIALES

### Amélioration de la nature et de la performance du processus de politique du commerce du poisson

Le commerce du poisson est capable de contribuer au développement, avant tout par le biais du mécanisme commercial pour la création de richesses. En retour, les richesses contribuent à la croissance économique, par exemple, à travers le réinvestissement dans d'autres segments de l'économie. Afin que ce mécanisme fonctionne correctement, il est nécessaire qu'un cadre et un processus de politique appropriés soient mis en place. Dans les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) d'au moins 12 pays d'Afrique occidentale et centrale, le secteur des pêches est considéré important pour l'apport de devises étrangères, l'emploi, les revenus et la sécurité alimentaire mais seulement trois pays (Ghana, Guinée et Sénégal) ont à ce jour adopté l'intégration sectorielle. Le fait que les processus d'élaboration des politiques pour le développement économique et la réduction de la pauvreté aient négligé le secteur des pêches et du commerce du poisson dénote leur faiblesse.

Les Pêches et les institutions gouvernementales liées au commerce manquent souvent de capacités, de ressources et de soutien de la part du gouvernement central pour développer des processus politiques forts capables de renforcer la contribution du commerce du poisson au développement, d'évaluer les choix d'investissement et de prendre les décisions appropriées, y compris les investissements dans les nouvelles formes de commerce.

#### SOUTIEN AUX PRISES DE DÉCISIONS POLITIQUES – MAURITANIE

**En Mauritanie, une question importante est: «sous quelle forme le commerce du poisson doit-il être envisagé pour répondre de la meilleure manière possible aux objectifs nationaux de développement?» L'identification et l'évaluation des diverses alternatives pour le développement du commerce du poisson sont souvent compliquées. Un des objectifs de la politique mauritanienne est d'accroître les bénéfices sur la valeur ajoutée des captures locales, l'importance desquels a décliné dans l'économie nationale, par rapport à la valeur des accords de pêche avec d'autres pays, notamment l'Union européenne. Par contre, si la Mauritanie possède un «avantage comparatif» pour les produits des pêches à valeur ajoutée, la question reste ouverte. Par conséquent, les investissements comportent un risque élevé (par exemple, les conserveries et les produits de la pêche en boîte). Des analyses et une multitude d'informations sont nécessaires pour mieux étayer les prises de décisions concernant les politiques de manière à accroître les performances par le biais du choix judicieux des objectifs de la politique et à assurer leur correcte mise en œuvre.**

Source: Steve Cunningham, IDDRA Ltd, Portsmouth Technopole, Kingston Crescent, Portsmouth, UK; communication personnelle (2006).

### Cohérence entre la politique commerciale du poisson et les autres politiques

Souvent la politique commerciale et les politiques liées au développement ne sont pas en harmonie. Par exemple, alors que le libre échange vu comme un mécanisme pour créer des richesses et favoriser la croissance économique fondé sur l'évidence empirique de pays tels que «les tigres asiatiques» est encouragé, on note également des préoccupations au sujet des incidences que pourrait avoir la libéralisation du commerce dans d'autres pays. Le libre échange pourrait avoir un impact négatif sur les moyens de subsistance des groupes pauvres marginaux. La question fondamentale est de savoir si la libéralisation du commerce peut se faire en faveur des pauvres en présence d'une mauvaise gouvernance et d'un manque de cohérence avec les autres politiques. Une vision stratégique à long terme sur le rôle du commerce du poisson soutenu par des systèmes efficaces de gestion des pêches est indispensable.

Il y a incompatibilité entre la politique commerciale et la politique de gestion des pêches au sujet des échanges et de la limitation des actions unilatérales. Souvent, il est nécessaire de limiter le développement du commerce si des systèmes efficaces de gestion des pêches ne sont pas en place pour désamorcer la surexploitation impulsée par le commerce. Dans l'immédiat, il sera nécessaire d'accorder la priorité à certaines actions telles que la limitation du commerce des stocks de poisson surexploités ou vulnérables.

#### COHÉRENCE ENTRE LA POLITIQUE COMMERCIALE DU POISSON ET LA POLITIQUE DES PÊCHES – SÉNÉGAL

**Le secteur des pêches sénégalais s'est développé rapidement au cours des 20 dernières années dans le cadre de l'Accord de Cotonou ACP-CE et avec le soutien du gouvernement et s'est adjugé le droit d'accès aux marchés européens en franchise. Actuellement la politique des pêches, expansionniste, tributaire de la technologie et soumise aux conditions du marché, se trouve confrontée à des problèmes risquant de compromettre l'avenir du commerce du poisson. Le manque de gestion efficace des pêches en est un. Le Sénégal a lutté pour mettre sur pied un système de gestion des pêches dans un secteur en pleine expansion. Malheureusement, à moins que le sous-secteur des pêches de capture ne soit mieux administré, la viabilité du sous-secteur de la pêche commerciale est de plus en plus menacée. En même temps, des incitations de la part des marchés internationaux augmentent la pression de l'effort de pêche qui devient très difficile à contrôler.**

Source: Murray, A. et Paye, M.M. (2003). Impact du commerce international des produits de la pêche sur la sécurité alimentaire: Sénégal. Étude de cas dans: Kurien, J. (2004). Commerce responsable du poisson. Pour mieux comprendre la relation entre le commerce international du poisson et la sécurité alimentaire. Rapport de l'étude sur l'impact du commerce international des produits de la pêche sur la sécurité alimentaire. FAO/Ministère royal norvégien des affaires étrangères. Rome, FAO.

## RENFORCEMENT DE LA POLITIQUE COMMERCIALE DES PÊCHES: QUI PEUT FAIRE QUOI?

Pour exploiter pleinement le potentiel du commerce du poisson susceptible de contribuer au développement en Afrique occidentale et centrale à tous les niveaux, la mise en application d'une politique commerciale du poisson et d'une autre pour la gestion des pêches sera décisive. Si la gouvernance est inefficace, les 'perdants' seront sans nul doute les pauvres et les couches marginales. Les politiques commerciales du poisson, et les actions qui leur sont liées, qui ignorent ce problème, – par exemple qui tournent la libéralisation du commerce à leur avantage mais négligent en contrepartie de soutenir les moyens d'existence et les perspectives avec d'autres apports, – ne contribuent pas de manière efficace à la croissance en faveur des pauvres.

En Afrique occidentale, dans le contexte sectoriel et national, très divers l'un de l'autre, il est difficile de fournir des instructions précises au sujet de la politique à suivre en raison de la quantité limitée d'informations sur le commerce du poisson et ses impacts économiques et sociaux. En tenant compte de ces contraintes, les gouvernements, les partenaires du secteur public et du secteur privé impliqués dans le commerce, le développement et la gestion des pêches, devront prendre des actions appropriées relatives à la politique, au nombre desquelles on peut citer:

### **Le renforcement du processus politique et l'amélioration de ses performances en:**

- Effectuant des évaluations pour identifier les forces et faiblesses des institutions pertinentes et le processus de politique commerciale du poisson;
- Appliquant des mesures destinées à réformer et consolider les structures institutionnelles afin de renforcer la capacité de formulation des politiques (basée sur l'analyse des informations commerciales), pour mettre ces politiques en application de manière efficace et afin de considérer à quelle fin les budgets et les instruments des politiques sont utilisés et pourraient être améliorés;
- Renforçant la capacité d'analyse et de conception des politiques et d'examen des questions émergentes telles que les dispositions de l'OMC aux niveaux national, régional et local; et
- Encourageant les consultations régulières entre les partenaires afin d'améliorer la communication et les flux d'informations pour prendre toutes actions portant sur la politique concernant les besoins et débouchés particuliers pour les pêches locales au niveau national, régional et local.

### **La mise à jour des politiques au moyen d'informations de micro-niveau sur les «réalités du commerce» par:**

L'amélioration des systèmes de recherche et d'informations concernant les prises de décisions non seulement pour renforcer les connaissances sur les flux commerciaux et leurs impacts mais aussi pour fournir une base permettant d'identifier les interventions et les points d'entrée. Cela peut être réalisé en:

- Utilisant l'information 'en temps réel' sur les réalités du commerce afin d'accroître l'efficacité des prises de décisions politiques concernant le dynamisme des marchés du poisson et les systèmes commerciaux en accordant une attention particulière aux implications liées aux spécificités de chaque sexe;
- Assurant un soutien politique de haut niveau en cas de changement d'attitude envers le type de recherche jugé approprié dans le secteur des pêches ;
- Réformant le système de recherche qui permettra de renforcer la capacité d'étudier le système de commerce du poisson au macro-niveau local en plus des analyses au niveau déjà existantes; et
- Accordant une attention particulière aux systèmes utilisés pour communiquer les informations et besoins en matière de recherche/suivi aux responsables de l'élaboration des politiques.



**Créer et maintenir un environnement favorable au commerce du poisson par le biais d'un processus politique sensible et dynamique en:**

- Négociant les règlements en matière de commerce international permettant l'accès aux marchés nationaux et internationaux, nécessitant les compétences et l'expérience d'un expert capable de traiter les informations et considérations s'y rapportant;
- Développant la capacité institutionnelle appropriée dans des domaines tels que l'analyse des politiques, l'analyse du marché et des chaînes d'approvisionnement, la négociation des lois et règlements commerciaux (particulièrement dans le cadre de l'OMC);
- Identifiant et accordant la priorité aux facteurs favorables au commerce et les instruments nécessaires pour une mise en application efficace dans le cadre d'une stratégie cohérente à court et long terme, y compris les incitations commerciales telles que les réformes fiscales et la réduction des coûts de transaction par le biais de meilleures infrastructures et systèmes d'information;
- Recherchant l'aide pour le développement externe dans les situations où le gouvernement ne possède pas la capacité institutionnelle pour adopter une telle approche; et
- Améliorant la compétitivité, développant des entreprises de petite et moyenne taille, investissant dans le capital humain dans les communautés de pêcheurs, avec égard pour la parité hommes-femmes, et dans les agences pertinentes de services de soutien (commerce et gouvernance des pêches et systèmes de recherche).

**Assurer la cohérence entre la politique commerciale du poisson et la politique des pêches en :**

- Intégrant le secteur des pêches et du commerce du poisson dans le cadre des principaux objectifs stratégiques pour le développement, tels que le développement durable et les Objectifs du millénaire pour le développement, afin d'éviter les actions unilatérales à court terme impulsées par des objectifs relativement simples (par exemple maximiser les revenus des exportations);
- Favorisant le renforcement de la gestion des ressources là où les activités commerciales menacent leur durabilité.



Avec la gracieuse permission de A. Neiland

**Gérer les perspectives d'avenir et les contraintes relatives au commerce du poisson en:**

- Modifiant les aspects du cadre de la politique actuelle dans le but de produire des revenus différents; par exemple en négociant de nouveaux accords commerciaux pour de nouveaux marchés ou en établissant des mécanismes compensatoires pour les groupes vulnérables là où les exportations de poisson limitent la disponibilité de poisson sur les marchés locaux;
- Introduisant le suivi et l'évaluation des performances de la politique dans le processus d'élaboration tout en tenant compte des nouvelles perspectives et menaces;
- Préconisant de plus vastes consultations entre le gouvernement et la société civile pour examiner de quelle manière le gouvernement et les partenaires internationaux devront gérer les négociations commerciales internationales;
- Produisant une analyse acceptable et l'évidence du rapport entre le commerce du poisson et le développement en appui à un processus efficace, coordonné de politique commerciale du poisson, en faveur des pauvres et respectueux des spécificités des sexes;
- Impliquant le gouvernement local et les commerçants dans les questions techniques et financières affectant les mécanismes du commerce du poisson en des endroits spécifiques (y compris l'évaluation des avantages comparatifs relatifs aux nouveaux produits et les investissements s'y rapportant); et
- Étudiant les perspectives pour la certification du commerce équitable, l'étiquetage écologique et la certification de la durabilité afin de renforcer la gouvernance des ressources et d'améliorer les performances du commerce du poisson en faveur des pauvres.

# RESSOURCES

## POLITIQUE COMMERCIALE ET INFORMATIONS SUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA PAUVRETÉ – PUBLICATIONS GÉNÉRALES

- DFID. (2006). Trade matters in the fight against world poverty. London: Department for International Development. Version for download at <http://www.dfid.gov.uk/tradematters/default-old.asp>
- Cosby, A. (2006). Reconciling trade and sustainable development. In: The Worldwatch Institute, State of the World 2006. New York: W.W. Norton & Company. Order online at <http://www.worldwatch.org/node/3866>
- ID21. (2005). Harnessing trade for development: Benefiting from market access opportunities. <http://www.id21.org/insights/insights59/index.html>
- McCulloch, N., Winters, L.A., et Cirera, X. (2001). Trade Liberalisation and Poverty: A Handbook. London: Centre for Economic Policy Research.
- Stevens, C., Devereux, S., et Kennan, J. (2002). International Trade, Livelihoods and Food Security in Developing Countries. Brighton: Institute of Development Studies at the University of Sussex.

## ANALYSE DU COMMERCE DU POISSON – ÉTUDES SPÉCIFIQUES

- Bostock, T., Greenalgh, G., et Kleith, U. (2004). Policy Research – Implications of liberalisation of fish trade for developing countries. Chatham, UK: Natural Resources Institute.
- Delgado, C.L., Wada, N., Rosegrant, M.W., Meljer, S. et Ahmed, M. (2003). Fish to 2020: Supply and demand in changing global markets. Washington, DC and Penang, Malaysia: IFPRI and WorldFish Center.
- European Commission. (2006). Fisheries and Maritime Affairs. Fact Sheet 4.2. Bi-Lateral Agreements. [http://ec.europa.eu/comm/fisheries/doc\\_et\\_publ/factsheets/facts/en/pcp4\\_2.htm](http://ec.europa.eu/comm/fisheries/doc_et_publ/factsheets/facts/en/pcp4_2.htm)
- FAO. (2005). Base de données statistiques des pêches. <http://www.faoi.org/fi/statist/statist.asp>
- FAO. (2006). Note d'information: Le commerce international du poisson et les pêches mondiales. Rome, FAO.
- Grynberg, R. (2003). WTO fisheries subsidies negotiations: implications for fisheries access arrangements and sustainable development. *Marine Policy* 27(6): 499-511.
- Kurien, J. (2004). Responsible Fish Trade. Towards understanding the relationship between international fish trade and food security. Report of the study on the impact of international trade in fishery products on food security. FAO/Royal Norwegian Ministry of Foreign Affairs. Rome: FAO. Commerce responsable du poisson. Pour mieux comprendre la relation entre le commerce international du poisson et la sécurité alimentaire. Rapport de l'étude sur l'impact du commerce international des produits de la pêche sur la sécurité alimentaire. FAO/Ministère royal norvégien des affaires étrangères. Rome, FAO.
- Ponte, S., Raaakjær, J. et Campling, L. (2007). Swimming upstream: market access for African fish exports in the context of WTO and EU negotiations and regulations. *Development Policy Review* 25(1): 113-138.
- Neiland, A.E. (2006). Contribution of Fish Trade to Development, Livelihoods and Food Security in West and Central Africa: Making Trade Work for Poverty Reduction and Responsible Fisheries. Report to the DFID/FAO Sustainable Fisheries Livelihoods Programme. Rome: FAO.
- Thorpe, A., Reid, C., Van Anrooy, R., et Brugère, C. (2005). African Poverty Reduction Strategy Programmes and the Fisheries Sector: Current Situation and Opportunities. Paper for DFID/FAO Sustainable Fisheries Livelihoods Programme (SFLP). Rome: FAO. [www.sflp.org](http://www.sflp.org)

### Sites Web:

- Commission for Africa – [www.commissionforafrica.org](http://www.commissionforafrica.org)
- Coalition for Fair Fisheries Agreements – <http://www.cape-cffa.org/>
- Ethical Trading Initiative – [www.ethicaltrade.org](http://www.ethicaltrade.org)
- Fairtrade Foundation – [www.fairtrade.org.uk](http://www.fairtrade.org.uk)
- FAO – Globefish: <http://www.globefish.org>
- FAO – Fish Trade: <http://www.fao.org/fi/Trade.asp>
- Fish For All – NEPAD and WorldFish Center FISH FOR ALL SUMMIT – <http://www.fishforall.org/ffa-summit/africasummit.asp>
- Marine Stewardship Council – <http://www.msc.org/>
- UN Conference on Trade and Development (UNCTAD) – [www.unctad.org](http://www.unctad.org)
- World Trade Organization (WTO) – [www.wto.org](http://www.wto.org)

*Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.*

*Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.*

*Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au: Chef de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques Division de la communication, FAO Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à: [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org)*

© FAO 2007

**Pour tout complément d'information, veuillez contacter:**

### **Unité de coordination du PMEDP**

**Programme pour des moyens d'existence durables dans la pêche  
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie  
Courriel: [SFLP-PCU@fao.org](mailto:SFLP-PCU@fao.org)**

Cette série de notes de synthèse, réalisée par le Programme pour des moyens d'existence durables dans la pêche, examine de nouvelles orientations et partenariats dans le secteur des pêches et du développement

Cette note a été rédigée par

Le Programme pour les moyens d'existence durables dans la pêche DFID/FAO (<http://www.sflp.org>) avec le concours du Département des pêches et de l'aquaculture de la FAO

(<http://www.fao.org/fi/default.asp>) et

le Groupe de développement d'outremer de l'Université d'East Anglia, Norwich, Royaume-Uni ([www.uea.ac.uk/dev/odg](http://www.uea.ac.uk/dev/odg)) et

IDDDRA Ltd, Portsmouth, Royaume-Uni (e-mail: [neiland@iddra.org](mailto:neiland@iddra.org))

Toutes les images dans cette publication sont la propriété de la FAO sauf indication contraire

Pour citer cette publication:

FAO. 2007. *Le commerce du poisson: un instrument pour le développement et l'amélioration des moyens d'existence en Afrique occidentale et centrale. Politiques assurant la jonction entre le commerce et la gestion des pêches*. Nouvelles orientations dans les pêches – Série de notes de synthèse sur les questions de développement, n° 10. Rome. 12 pp.

Également disponible sur: <http://www.sflp.org/briefs/fr/policybriefs.html>

